

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE LA SME

Vers une pénurie de ciment à l'Est ?

Affectés déjà par un arrêt de la production de la cimenterie de l'Est pour les besoins de la maintenance périodique, ce qui a créé, d'ailleurs, une tension sur le ciment, les chantiers de la construction à l'est du pays risquent la paralysie. Et pour cause, la grève déclenchée par les travailleurs contractuels de la société de maintenance de l'est SME/GICA en charge de l'opération de maintenance des équipements de l'usine.

La grève déclenchée samedi par les 800 travailleurs contractuels de la SME de Didouche Mourad, filiale de GICA, assurant la fabrication de pièces de rechange et la

maintenance industrielle des équipements des cinq cimenteries de l'est du pays ne sera pas sans conséquences. En effet, le débrayage qui se poursuit risque de créer

une crise sans précédent sur ce produit à court terme puisque la filiale en question assure également la maintenance des équipements des usines de Annaba et de Bir Touta, à l'arrêt également pour maintenance. Aussi, la perturbation de la production de ces usines assurant une production de près de 10 000 tonnes par jour, en l'absence d'un compromis entre la direction et les grévistes, influera à coup sûr sur le prix de vente et, par conséquent, accentuera la spéculation.

Ce mouvement aura des conséquences également sur les délais

contractuels des projets d'habitations.

Il convient de noter, dans ce cadre, que le prix du sac de ciment a pratiquement doublé avant même ce mouvement, et ce, depuis l'arrêt partiel de la cimenterie de Constantine pour la maintenance du tapis de transport d'agréats et du haut-fourneau.

En tout état de cause, les revendications portées par les grévistes consistent en fait en «la permanisation, et ceci, sans délais, des travailleurs contractuels au nombre de 800 personnes.»

Selon l'un des animateurs de ce mouvement, «ils auraient passé au moins dix ans en qualité de contractuels sans pour autant que leur situation soit régularisée et craignent ainsi de se retrouver sans emploi à tout moment».

Les protestataires soulèvent aussi la question des «disparités flagrantes en matière de rémunération par rapport aux travailleurs permanents».

Toutes nos tentatives d'entrer en contact avec le P-dg de la cimenterie sont restées vaines.

Farid Benzaid

SUITE À UN DÉBRAYAGE DU PERSONNEL

La station de pompage de Béni Haroun à l'arrêt

Rien ne va plus entre le personnel algérien de la station de pompage du barrage Béni Haroun et les responsables de la société française Alstom Hydro France, en charge de la gestion de la station.

Les travailleurs algériens, au nombre de 36 sur 43 employés, ont, par le biais des responsables de leur section syndicale, affiliée à l'UGTA, décidé d'entrer en grève ouverte et illimitée à partir du dimanche 13 mai, et ce, après maintes tentatives de négociations pour l'élaboration d'une convention collective de travail et la révision de la grille des salaires.

Selon le responsable de la section syndicale, un préavis de grève d'une semaine (du 26 avril au 3 mai) a été déposé auprès des responsables de la société, prolongé d'une semaine pour permettre aux uns et aux autres de trouver une

plate-forme de travail. Malheureusement, toutes ces démarches et ces initiatives conduites sous l'auspice de l'Inspection du travail de la wilaya n'ont abouti à aucune solution, puisque, toujours selon les responsables des travailleurs, le directeur du site (Alstom) refuse catégoriquement d'ouvrir le dialogue sur la grille des salaires, prétextant que ce volet ne relève pas de ses compétences, mais accepte, par contre, de discuter uniquement sur la convention collective.

Selon les travailleurs algériens, constitués d'une douzaine de cadres, près d'une vingtaine

d'agents de maîtrise et quelques éléments relevant du personnel administratif et de service, la grille des salaires (si grille il y a), qui est d'ailleurs en vigueur depuis 2007, date du démarrage de la station, comporte des aberrations inacceptables qui ne relèvent d'aucune logique ni réglementation salariale, en vigueur, mais plutôt selon «la tête du client» !

En effet, poursuivent-ils, comment les responsables de la société peuvent-ils nous expliquer qu'un chauffeur soit mieux rémunéré qu'un cadre technique (ingénieur) ou que le directeur des ressources humaines (DRH) qui a à peine quelques mois de service (8 mois) touche plus du double du salaire de n'importe quel autre cadre technique, alors que les charges de la responsabilité, le volume et les

risques de travail sont carrément incomparables !

Pour toutes ces raisons et pour d'autres, le personnel algérien, tout en restant ouvert au dialogue et à l'écoute de toutes les propositions, a décidé de passer à l'action en paralysant la station (arrêt définitif du pompage) jusqu'à nouvel ordre, tout en assurant le service minimum qui consiste à charger un opérateur pour la protection des installations.

Combien de temps ce bras de fer va-t-il durer ? Risque-t-il d'avoir des répercussions sur la distribution à court et moyen terme ? Tout porte à le croire, d'autant plus qu'on est à la veille de la saison des grandes chaleurs, les responsables à tous les niveaux sont expressément interpellés !

A. M'haimoud

INTERSYNDICALE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Sit-in devant le ministère

Des dizaines de médecins et de membres du corps de l'enseignement des paramédicaux ont manifesté, hier, devant le siège du ministère de la Santé et de la Population.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La colère des professionnels de la santé publique ne baisse toujours pas. Hier matin, des dizaines de médecins, de psychologues et de paramédicaux ont tenu un sit-in devant le siège du département de Djamel Ould Abbès.

Un rassemblement encadré par une forte présence policière. Les manifestants ont exigé la prise en charge de leurs revendications socioprofessionnelles, à savoir l'ajustement des statuts, la prise en charge du régime indemnitaire, le renforcement des moyens nécessaires à une bonne

prise en charge des patients et le libre exercice du droit syndical.

Cette plate-forme est défendue par une intersyndicale composée de quatre organisations : le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), Syndicat national des psychologues (Snapsy) et le Syndicat national des enseignants du paramédical (SNEPM). Présent lors de ce rassemblement, le secrétaire du SNPSSP, syndicat actuellement en grève, a dénoncé l'attitude du ministre de la Santé.

Le docteur Yousfi a évoqué de nombreux «dépassements» en matière du respect du droit à la grève. «Nous venons tout juste d'avoir une information faisant état d'une ponction de salaire de 17 jours dont a été victime une spécialiste. Et

des cas comme celui-ci sont nombreux», a-t-il dénoncé.

Le syndicaliste a comparé le conflit qui oppose les professionnels de la santé publique à la tutelle à «l'Intifadha palestinienne». «Nous sommes dans la même situation que les Palestiniens, nous combattons avec des moyens dérisoires face à une force suréquipée. Mais nous sommes déterminés à aller au bout de notre combat car nous défendons notre secteur et l'ensemble des malades», a insisté le docteur Yousfi.

Selon lui, toute tentative de dialogue avec le ministre de la Santé est devenue impossible. «Nous avons saisi officiellement le président de la République. La décision est aujourd'hui entre les mains du chef de l'Etat.»

T. H.

REVALORISATION ANNUELLE DES PENSIONS DE RETRAITE

Plaidoyer des retraités de la FNTR

La revalorisation annuelle des pensions de retraite interviendra incessamment. C'est ce qu'a indiqué hier, le secrétaire général de l'UGTA, lors de son intervention devant les membres de la commission exécutive fédérale (CEF) de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) lors d'une réunion qui s'est tenue à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La question de revalorisation sera validée lors de la prochaine réunion du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR), a-t-on soutenu auprès du secrétariat fédéral de la FNTR. Hier, les membres de la CEF ont plaidé la cause des milliers de retraités, lançant un appel aux pouvoirs publics pour mettre en application ladite mesure. D'ailleurs, dans son rapport moral lu à l'assistance, le secrétaire

général de la FNTR a indiqué que «depuis le mois de janvier de l'année en cours, et bien avant de percevoir les nouveaux montants de leurs pensions, les prix des produits alimentaires, des produits maraîchers et des viandes ont subi une flambée sans précédent, dépassant l'entendement humain, réduisant ainsi à néant les revalorisations exceptionnelles accordées par le président de la République». Pour la FNTR, «cette flambée des prix a provo-

qué une tension au sein des citoyens, en général, et des retraités en particulier, au moment où les yeux étaient braqués sur l'avenir du pays qui devait franchir un cap politique décisif le 10 mai écoulé». «Face à cette situation dangereuse, les membres du secrétariat fédéral ont dénoncé le peu d'intérêt accordé par les pouvoirs publics à l'endroit des retraités qui s'attendaient au versement de la revalorisation annuelle pour ce mois de mai, afin de récupérer le manque à gagner par cette importante inflation», lit-on dans le rapport d'activité du secrétariat fédéral de la FNTR. Cette dernière, faut-il le rappeler, avait proposé une revalorisation de 15%. Outre cette proposition, le secrétariat fédéral de la FNTR a saisi cette

opportunité pour rappeler ses revendications, «qui n'ont jusque-là pas été satisfaites». Il s'agit de «la révision de la loi 83-12, relative à la retraite, notamment l'article 15 concernant les droits acquis de la majoration pour conjoint à charge, l'article 16 concernant le droit acquis du minimum de la pension 100%, au lieu de 75% du SNMG, l'article 43, concernant l'octroi du coefficient d'actualisation, non pas une seule fois dans la vie, mais à chaque relèvement du SNMG, afin d'atténuer le fossé qui se creuse entre les pensions et les salaires d'un même poste de travail, l'exonération de l'IRG à toutes les pensions de moins de 40 000 DA, et la réduction de cet impôt aux tranches supérieures à 40 000 DA, le rembour-

sement à la CNR des sommes ayant servi au financement des dispositions de l'ordonnance 97-13, depuis 1997, afin de rétablir l'équilibre budgétaire de cette caisse, l'octroi d'un taux de revalorisation pour l'année 2012, d'au moins 15%, dans le but de compléter sensiblement les mesures de solidarité décidées par le président de la République et le relèvement de la majoration pour conjoint à charge à 3 000 DA par mois, à compter de janvier 2012, qui est restée figée à 1 731 DA, depuis septembre 1998, pour les retraités sortis avant l'an 2000, cela, en attendant la révision de la loi fondamentale sur la retraite par le législateur».

A. B.